

Israël/Au lendemain d'un accord de cessez-le-feu à Gaza

Le ministre de la Défense démissionne

AFP

Jérusalem/Israël

Un départ qui plonge le gouvernement dans la tourmente. Le Premier ministre Netanyahu ne dispose plus que d'une majorité minimale d'un siège.

Le ministre israélien de la Défense Avigdor Lieberman a annoncé sa démission hier, plaçant le gouvernement de Benjamin Netanyahu dans la tourmente au lendemain d'un accord de cessez-le-feu avec les groupes palestiniens dans la bande de Gaza.

Le ministre ultranationaliste a dénoncé devant la presse le cessez-le-feu comme une "capitulation devant le terrorisme" et a appelé à des législatives avant l'échéance fixée à novembre 2019, jetant l'incertitude sur l'avenir du gouvernement en place depuis 2015, considéré comme le plus à droite de l'histoire d'Israël.

Il a annoncé le retrait du petit parti qu'il dirige, Israël Beiteinou, de la coalition gouvernementale, laissant théoriquement le Premier ministre avec une majorité minimale d'un seul siège.

Un responsable du Likoud, le parti de droite du Premier ministre, a indiqué que M. Netanyahu reprendrait le portefeuille de la Défense et jugé que des élections anticipées n'étaient pas nécessaires.

"La ligne que nous avons suivie au cours des derniers mois est complètement fautive", a de son côté asséné M. Lieberman, d'une voix posée.

Avec le cessez-le-feu en particulier, "nous avons apporté une réponse insuffisante, inadéquate et inacceptable au tir de 500



Photo : AFP

La démission du ministre de la Défense Avigdor Lieberman plonge le gouvernement dans la tourmente.

roquettes" contre Israël, a-t-il dit.

"L'Etat achète le calme à court terme au prix de graves dommages à long terme pour la sécurité nationale", a poursuivi Avigdor Lieberman.

Il a aussi critiqué la décision du gouvernement de permettre le transfert de dollars qataris dans la bande de Gaza principalement pour payer les salaires des fonctionnaires du mouvement islamiste palestinien Hamas.

"Nous devons nous entendre sur une date pour des élections le plus tôt possible", a argué M. Lieberman.

Avant l'annonce de cette démission, M. Netanyahu avait défendu ses choix : "Nos ennemis nous ont suppliés d'accepter ce cessez-le-feu et ils savent très bien pourquoi ils l'ont fait", avait-il dit.

Le Hamas, pour sa part, a décrit la démission comme une "victoire pour Gaza, qui a réussi, par sa résistance, à ébranler la scène politique" israélienne.

Hier matin, les écoliers du

sud d'Israël et de la bande de Gaza ont pour leur part repris la classe, trois jours après le début d'une escalade qui a vu les groupes armés palestiniens tirer des centaines de roquettes et d'obus de mortier sur Israël et l'armée israélienne bombarder des dizaines de positions dans l'enclave.

Quatorze Palestiniens ont été tués par les tirs et frappes israéliens. Les hostilités ont causé la mort d'un officier israélien et d'un autre Palestinien travaillant en Israël, tué par une roquette.

Plus qu'à aucun autre moment depuis 2014, elles ont rapproché les protagonistes d'une quatrième guerre en une décennie dans le territoire sous blocus coincé entre Israël, l'Égypte et la Méditerranée, avant l'annonce mardi après-midi d'un cessez-le-feu sur intercession égyptienne.

La vie a alors repris son cours dans la bande de Gaza éprouvée par les guerres, la pauvreté, les pénuries et le chômage, a

constaté un journaliste de l'AFP.

Du côté israélien, toutes les restrictions ont été levées aux activités dans les localités périphériques de Gaza, où les tirs de roquettes avaient précipité les résidents aux abris.

"VICTOIRE SUR ISRAËL"

Le mouvement islamiste Hamas, qui dirige sans partage la bande de Gaza, et les autres groupes palestiniens ont indiqué qu'ils respecteraient le cessez-le-feu "aussi longtemps que l'ennemi sioniste le respectera". Le Hamas et ses alliés se sont dans le même temps employés à véhiculer un message de succès.

Après l'annonce du cessez-le-feu, des milliers de Gazaouis ont participé à des manifestations de joie pour proclamer la "victoire sur Israël".

Un contraste frappant avec la situation de l'autre côté de la frontière.

Nombre d'Israéliens de la "périphérie" soumise aux tirs de roquettes ont en effet exprimé dans la rue et

sur les réseaux sociaux leur ressentiment contre un gouvernement qui devrait, à leurs yeux, frapper plus fort les groupes palestiniens.

Des centaines d'Israéliens ont manifesté mardi soir à Sdérot, commune riveraine de Gaza, contre le fait que le gouvernement les laisserait à la merci de nouvelles attaques.

"Réveillez-vous, le sud est en train de brûler", proclamait une banderole auprès de feux de rue.

SURENCHÈRE ELECTORALISTE

Malgré des mois de tensions persistantes le long de la frontière avec Gaza, le Premier ministre israélien a fait le choix du cessez-le-feu plutôt que de l'escalade, faute d'options, s'accordent les commentateurs.

M. Netanyahu préférerait contenir le Hamas plutôt que de tenter de l'éliminer, inquiet soit du vide que laisserait le mouvement islamiste, soit de l'impossibilité pour Israël d'assumer la sécurité d'un territoire d'où il s'est retiré en 2005.

Lors d'une réunion du cabinet de sécurité, forum restreint chargé des questions les plus sensibles autour du Premier ministre, les responsables de l'armée et de tous les services de sécurité ont plaidé mardi pour le cessez-le-feu, a rapporté la presse, et M. Netanyahu les a suivis, sans soumettre la question à un vote.

Un autre pilier de la coalition et partisan de la manière forte, le ministre de l'Éducation et chef du parti nationaliste religieux Foyer juif, Naftali Bennett, a pris ses distances avec le cessez-le-feu.

Depuis des mois, des élections anticipées avant l'échéance prévue de novembre 2019 sont dans l'air, favorisant les surenchères.

A travers le monde

•Etats-Unis/Politique. Trump veut remanier son équipe

Tendu et visiblement amer depuis le revers des élections républicaines lors des élections législatives, le président américain Donald Trump envisage – dans une certaine confusion – un nouveau remaniement de son équipe qui prend des allures de psychodrame.

•Proche-Orient/Conflit. Un Palestinien tué par des tirs israéliens

Un Palestinien de 20 ans, Nawaf al-Aatar, a été tué hier dans le nord de la bande de Gaza par des tirs israéliens, alors qu'il pêchait les pieds dans l'eau près de la frontière, ont indiqué des sources de sécurité palestiniennes.

•Russie/Politique. L'opposant Navalny finalement à Strasbourg

L'opposant russe Alexeï Navalny a indiqué avoir pu sortir du territoire russe hier, après avoir été bloqué la veille à la frontière, pour se rendre à la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) de Strasbourg.

• Sri Lanka/Crise. Motion de censure contre le Premier ministre

Le Parlement du Sri Lanka a voté hier une motion de censure contre le gouvernement du nouveau Premier ministre Mahinda Rajapakse, nommé récemment par le président de façon controversée, au lendemain de l'annulation par la Cour suprême de la dissolution de l'Assemblée.

•Suède/Politique. La candidature du patron de la droite comme Premier ministre rejetée



Photo : AFP

Le Parlement suédois a rejeté hier (par 195 voix à 154) la candidature du dirigeant du parti conservateur, Ulf Kristersson, au poste de Premier ministre, plus de deux mois après des législatives qui n'ont pas permis de dégager de majorité.

•Yémen/Conflit. Arrêt de l'offensive sur Houdeida

Des commandants des forces progouvernementales yéménites ont annoncé hier à l'AFP avoir reçu l'ordre d'arrêter les opérations contre les rebelles Houthis dans la ville portuaire de Houdeida, théâtre de combats meurtriers depuis début novembre.

Cameroun/Combats

Au moins 25 morts dans le Nord-Ouest anglophone

AFP

Douala/Cameroun

Les victimes seraient toutes des combattants séparatistes.

AU moins 25 combattants séparatistes ont été tués dans des combats mardi dans la région anglophone du Nord-Ouest du Cameroun en conflit, ont annoncé hier à l'AFP des sources sécuritaires.

« 25 "Amba boys" (du nom des séparatistes) ont été tués sur les trois accrochages de ce jour à Mbot »,

localité proche de la ville de Nkambe, a indiqué hier une source sécuritaire à Yaoundé, confirmant une information d'une source proche des services de sécurité du Nord-Ouest.

Sur des photos obtenues par l'AFP de la source proche des services de sécurité, une dizaine de corps, présentés comme ceux de combattants séparatistes abattus, sont alignés sur le sol. Des armes, en majorité des fusils de chasse, ont été placées à côté des corps.

Les séparatistes avaient établi leur base à l'école publique de Mayo Binka, à

quelques km de Nkambe, selon la même source.

"Cette guerre est réelle. Ça a été un enfer à Donga Mantung (département dont Nkambe est le chef-lieu). Nous avons pu voir nos pertes", a réagi sur les réseaux sociaux Mark Baretta, un des principaux propagandistes des séparatistes armés, suivi sur Facebook par plus de 100 000 personnes. Il a affirmé que l'armée avait "emmené" les corps de ses soldats tués.

Selon des sources sécuritaires interrogées par l'AFP, aucune perte n'a été enregistrée du côté de l'ar-

mée camerounaise.

Dans les deux régions anglophones du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du Cameroun, une crise socio-politique sans précédent s'est installée fin 2016. Elle s'est transformée fin 2017 en conflit armé.

Des affrontements entre armée et séparatistes, regroupés en groupes épars dans la forêt équatoriale, s'y produisent quasiment tous les jours depuis plusieurs mois.

Selon des sources concordantes, aux séparatistes armés se sont ajoutés des bandes armées qui rackettent les populations et les

entreprises.

Les autorités, qui qualifient les séparatistes de "terroristes", ont procédé depuis début 2018 à un important déploiement de forces de sécurité pour "rétablir l'ordre".

Plus de 200 membres des forces de défense et sécurité camerounaises ont perdu la vie dans ce conflit ainsi que plus de 500 civils, selon les ONG.

Ce conflit, qui n'a cessé de prendre de l'ampleur, a déjà forcé plus de 437 000 personnes à fuir leur domicile dans ces régions, selon des chiffres de l'Onu publiés début octobre.